

D 599 GUATEMALA: MASSACRE DE L'AMBASSADE D'ESPAGNE

Le 31 janvier 1980, à Guatemala-Ville, s'est déroulée une opération policière jamais vue en Amérique latine, pour la période contemporaine. Sous prétexte de l'occupation de l'ambassade d'Espagne par trente-trois paysans indiens venus du Quiché pour protester contre les exactions militaires dans leur région, les autorités ont fait donner l'assaut au bâtiment: la police a tué indistinctement les manifestants, les personnalités guatémaltèques venues en médiateurs et le personnel diplomatique de l'ambassade, puis a laissé l'incendie détruire l'édifice. Bilan provisoire: trente-neuf morts.

Miraculeusement réchappé, l'ambassadeur d'Espagne devait par la suite se réfugier à l'ambassade des Etats-Unis pour échapper aux tueurs officiels. En effet le seul paysan survivant, blessé, avait été conduit à l'hôpital d'où un commando venait l'enlever le lendemain, avant de jeter son cadavre dans la rue deux jours plus tard.

L'Espagne rompait ses relations diplomatiques avec le Guatemala le 1er février.

L'événement a provoqué une émotion plus considérable que le massacre de Panzós en 1978 (cf. DIAL D 452 et 462). Pour l'illustrer nous donnons ci-dessous:

- 1) la déclaration des paysans indiens du Quiché, qui continue la litanie de leurs plaintes depuis plusieurs années (cf. DIAL D 305 et 568);
- 2) les circonstances du massacre rapportées par le Front démocratique contre la répression;
- 3) et deux textes du Comité pour la justice et la paix: l'un, pour soutenir les paysans, avant les événements du 31 janvier; l'autre, pour remercier l'ambassadeur d'Espagne de son comportement dans cette affaire.

Note DIAL

1- Déclaration des paysans du Quiché (16 janvier 1980)

Les habitants des villages de Chajul et de Nebaj, ceux des communautés de San Pablo El Baldío et de Chimel, dans la commune d'Uspantán, dénoncent à leurs frères indiens et au peuple des travailleurs de Guatemala le fait que la répression de l'Armée nationale et des propriétaires terriens de la région s'est soldée par la vie d'hommes, de femmes et d'enfants de nos villages.

1- En octobre 1979 nous avons dénoncé publiquement l'arrestation de neuf de nos camarades paysans d'Uspantán. Sept d'entre eux ont été transférés à Chajul par l'armée qui les a déguisés en soldats, leur a donné de vieux fusils sans munitions, les a emmenés dans une embuscade pour les massacrer aussitôt et pour pouvoir dire que c'étaient des guérilleros tués au combat.

2- A San Pablo El Baldío, le 9 janvier de cette année, l'armée est venue nous brutaliser et nous menacer en nous traitant de guérilleros. Après nous avoir obligés, les hommes, les femmes et les enfants, à sortir de nos ranchos (1), ils nous ont volé notre argent et notre nourriture et ils ont détruit la plupart de nos ranchos.

3- A Chajul, de nombreux camarades ont été arrêtés et torturés. Plusieurs femmes ont été violées: des filles de 13 et 14 ans, des femmes enceintes et même des vieilles. Tout ça c'est l'armée des richards qui l'a fait. Treize de nos camarades ont été arrêtés et torturés dernièrement; parmi eux il y a Ana Raimundo, Pedro Ijon, Juan Caba et José Cany; celui-ci a été arrêté le 13 décembre. En plus de ça, l'armée nous vole nos aliments et notre bétail, et le peu d'argent que nous avons gagné à grand'peine.

4- Nous dénonçons également le fait que l'Armée nationale pénètre dans nos villages et dans nos communautés, qu'elle entre par la force dans nos ranchos pour voler nos cartes d'identité, pour déchirer les photos, pour déchirer les titres de propriété de nos terres et pour voler les colliers de nos femmes.

Les auteurs de toutes ces vexations ce sont les soldats de l'Armée nationale, car nous les avons vus rouler dans les voitures de l'armée et marcher en détachements. C'est pour ça qu'on est venu de nos terres pour les dénoncer et pour que nos frères les paysans, les travailleurs, les étudiants, les prêtres et le peuple guatémaltèque se rendent compte de nos souffrances.

Notre demande s'adresse à tous car on n'en peut plus avec la répression de l'Armée nationale. En même temps nous voulons vous dire qu'on est décidé à défendre nos vies, nos terres et nos coutumes.

Les communautés paysannes du
département du Quiché:
San Pablo El Baldío, Chimel,
Uspantán, Chajul, Nebaj et Cotzal
le 16 janvier 1980

(1) Rancho: maison aux murs de torchis et au toit de chaume (NdT).

2- Déclaration du Comité pour la justice et la paix (18 janvier 1980)

19^e COMMUNIQUE DU COMITE POUR LA JUSTICE ET LA PAIX SUR LES INJUSTICES ET LA REPRESSION DONT SONT VICTIMES LES FRERES CHRETIENS DE CHAJUL, NEBAJ, COTZAL, DES COMMUNAUTES DE SAN PABLO EL BALDIO ET DE CHIMEL, DANS LA COMMUNE D'USPANTÁN.

Aux prêtres, aux religieuses et aux religieux,
aux délégués de la Parole,
aux communautés de base,
aux jeunes chrétiens
et à tous les hommes de bonne volonté.

"Face à la situation de péché, l'Eglise a un devoir de dénonciation, "laquelle doit être objective, courageuse et évangélique; il ne s'agit "pas de condamner le coupable mais bien de le sauver, ainsi que sa vic- "time" (Puebla n° 1269).

Les paysans du Quiché ont demandé au Comité pour la justice et la paix de s'adresser à tous les chrétiens lucides de Guatemala, ceux qui cherchent la voie de la vérité et la réalisation de la justice, afin de porter à leur connaissance les injustices et la répression dont sont victimes, depuis des mois, les habitants de Chajul, Nebaj et Cotzal, et ceux des communautés de San Pablo El Baldío et de Chimel, dans la commune d'Uspantán.

Ce qui s'est passé ces derniers mois

1- En octobre 1979, neuf frères paysans d'Uspantán ont été arrêtés par l'armée. En décembre, deux d'entre eux ont réussi à s'évader. Les sept autres ont été transférés à Chajul où ils ont été habillés en soldats; on leur a donné des armes sans munitions, on les a laissés s'en aller et on leur a tendu une embuscade afin de les massacrer et de les faire apparaître à l'opinion publique comme des guérilleros au combat.

2- Le 9 janvier 1980, l'armée est arrivée à San Pablo El Baldío; elle a obligé les enfants, les femmes et les hommes à sortir de leurs ranchos et les a menacés en les traitant de guérilleros. Les soldats ont pris l'argent gagné durement par les paysans, ils ont pris la nourriture, ils ont détruit une grande partie du mobilier, des meules à aiguiser et des ranchos. La communauté a défendu sa vie à coups de machette et de pioche et l'armée leur a tiré dessus, blessant deux paysans, l'un à la main et l'autre à la poitrine.

3- Dernièrement, à Chajul, treize paysans ont été arrêtés et torturés. Parmi eux, Ana Raimundo, Pedro Ijon, Juan Caba, José Cany (arrêté le 13 décembre). De plus des filles de 13 et 14 ans ont été violées, ainsi que des femmes enceintes, maintenant très malades, et même des vieilles femmes. Dans tous ces hameaux, l'armée entre par la force dans les ranchos; elle prend les papiers d'identité, l'argent et les colliers des femmes; elle déchire les photos, les titres de propriété et menace les gens.

Réflexion chrétienne à faire

1- Nous devons être conscients que "toute atteinte à la dignité de l'homme est une atteinte à Dieu lui-même" (Puebla n° 306). Comme chrétiens nous devons nous considérer atteints et blessés au plus intime de notre christianisme par les exactions et les souffrances subies par nos frères paysans, car c'est Dieu lui-même qui est arrêté, torturé et assassiné en chacun d'eux.

2- Nous devons être conscients que la souffrance des paysans du Quiché vient s'ajouter à une longue suite d'actes répressifs qui sont loin d'amener la paix. On dirait que ceux qui organisent et exécutent la répression n'ont pas d'oreilles pour entendre le cri des milliers d'enfants orphelins. On dirait qu'ils n'ont pas de coeur pour ressentir la douleur de milliers de femmes qui pleurent leurs maris et leurs fils qui ne reviendront jamais plus au foyer.

Nous devons être conscients que la souffrance des paysans du Quiché ne fait qu'augmenter encore plus leur pauvreté. Une pauvreté qui est partagée et vécue au jour le jour par la grande majorité des guatémaltèques. On dirait cependant que tout le monde n'est pas affecté par la pauvreté dans laquelle vivent tant d'êtres humains; il est vrai que la minorité de ceux qui ont beaucoup tiré profit de la pauvreté des autres.

3- Comme chrétiens, enfin, nous reconnaissons que Jésus Christ, que nous confessons Dieu et homme, est venu dans ce monde pour que les hommes aient la vie en abondance (cf. Jn 10,10). " Il suffit d'ouvrir les yeux au Guatemala, pour se rendre compte que prédomine ici un système antichrétien de pouvoir qui tue et pourchasse ceux qui luttent pour la vie. Dans un pays qui se dit chrétien, une telle réalité ne contribue pas seulement à raréfier les biens matériels chez les pauvres mais aussi, ce qui est plus grave, à leur enlever leur plus grande richesse qui est Dieu" (Puebla, message aux peuples d'Amérique latine n° 3); car "cela rend difficile de croire en un Dieu père de tous." (Déclaration du supérieur provincial de la Compagnie de Jésus en Amérique centrale et au Panama, du conseil national des jésuites de Guatemala et des supérieurs des communautés jésuites en Amérique centrale et au Panama. Journal El Gráfico du 16 janvier 1980, p. 22.)

Ce que doivent faire les chrétiens

1- "L'Eglise doit, par engagement évangélique authentique, (...) faire entendre sa voix pour dénoncer et condamner ces situations, surtout si les gouvernants ou responsables se présentent comme chrétiens" (Puebla n° 42). Dans le cas présent, il est de notre devoir de faire connaître ces injustices et ces souffrances à tous les chrétiens au cours des messes, des réunions et des activités qui sont les nôtres.

2- Nous devons être solidaires et fraternels avec les prêtres, les religieuses et les catéchistes d'Uspantán, de Cotzal, Nebaj et Chajul qui courent de grands risques en prêchant l'évangile véritable. Nous devons être solidaires et fraternels dans la souffrance et le combat de nos frères chrétiens en leur donnant la possibilité de dénoncer la situation qui leur est faite, et cela dans tous les lieux où nous avons accès. Nous devons collaborer en leur apportant des couvertures et en leur donnant une aide effective au siège de la Conférence des religieux de Guatemala.

3- Nous devons faire participer et motiver nos paroissiens, amis et parents à des actions de solidarité avec nos frères du Quiché. Ainsi nous pourrions dire que "le digne et juste combat des pauvres pour une société fraternelle a trouvé dans la voix de l'Eglise une raison d'espérer" (Déclaration des jésuites... ibid.).

"Heureux ceux qui sont persécutés pour la justice
car le royaume des cieux est à eux" (Mt 5, 10)

Guatemala-Ville, le 18 janvier 1980

3- Déclaration du "Front démocratique contre la répression" sur le massacre de l'ambassade (1er février 1980)

Résumé des événements

Le 31 janvier 1980, dans la matinée, trente-trois paysans sont entrés pacifiquement à l'ambassade d'Espagne; il y avait parmi eux des dirigeants du Comité d'unité paysanne (CUC). Ils ont parlé à l'ambassadeur en lui expliquant leur situation et en lui disant qu'ils venaient à l'ambassade parce qu'ils pensaient que de cette façon on recevrait leurs doléances. Concrètement, les paysans indiens ont demandé à l'ambassadeur:

- d'intervenir auprès du gouvernement guatémaltèque pour qu'il fasse retirer l'armée des villages occupés;
- de dénoncer au plan international la situation qui leur était faite;
- de leur permettre de tendre des banderoles sur la façade de l'ambassade pour faire connaître les raisons de leur venue dans ses locaux.

L'ambassadeur d'Espagne a, dès le début, accepté d'intervenir auprès du gouvernement guatémaltèque pour que le problème soit réglé. Il est immédiatement entré en contact avec son gouvernement pour le mettre au courant; il est entré en communication téléphonique avec les autorités guatémaltèques pour leur demander de ne pas faire intervenir la police, car il voulait traiter la question pacifiquement et il était en tractations avec les indiens pour ne faire rester à l'ambassade que le personnel indispensable. Ses tentatives pour entrer en communication avec le ministre de la défense ont été vaines, car celui-ci s'est refusé à répondre au téléphone. Depuis l'Espagne, le chancelier Marcelino Oreja est entré en communication avec le ministre des affaires étrangères du Guatemala pour lui demander explicitement le respect du territoire de l'ambassade et la non intervention de la police.

Vers 3 H de l'après-midi, les forces armées gouvernementales (ce genre d'opérations est sous la direction de l'armée: le directeur de la police nationale, German Chupina Barahona, est colonel d'active; et il est habituel que, lors de leur intervention, les groupes spéciaux de l'armée revêtent des uniformes de la police nationale ou soient même en civil) ont déployé quelque six cents hommes pour encercler l'ambassade, tandis que des tireurs d'élite prenaient place et que des hommes spécialisés escaladaient les murs de l'ambassade.

Adolfo Molina Orantes, ancien ministre des affaires étrangères du Guatemala internationalement connu, et Eduardo Caceres Lenhoff, ancien vice-président au temps d'Arana Osorio, ont utilisé des mégaphones pour s'adresser aux forces de police, en déclinant leur identité et en demandant de ne pas intervenir dans l'ambassade parce qu'elle était territoire

espagnol. En dépit de ces objurgations, les forces gouvernementales ont escaladé les murs, brisé les fenêtres et les baies, à travers lesquelles ils ont lancé des grenades et tiré à l'aveuglette. L'opération a duré douze minutes et s'est soldée par trente-neuf tués et deux blessés, dont trois victimes parmi le personnel de l'ambassade.

Le paysan Gregorio Yojá Soma, seul survivant parmi tous ses camarades, a été emmené à l'hôpital. Le 1er février il était enlevé, sans qu'on sache jusqu'à maintenant son lieu de détention (2).

Le gouvernement a remis les cadavres des trois membres de l'ambassade mais il s'est refusé à rendre ceux des paysans.

Un massacre prémédité

Le nouveau massacre pratiqué par l'armée et la police à l'ambassade d'Espagne a été une opération préméditée, dont la brutalité est caractéristique de leurs agissements. La preuve en est apportée par les faits suivants:

- 1- préparation de l'opinion publique par la radio, la presse et la télévision;
- 2- accusation répétée, contre les paysans, de favoriser la subversion alors qu'ils défendent leur droit à la vie, au travail et à la terre;
- 3- menaces publiques à l'adresse des indiens s'ils n'arrêtaient pas de réclamer le départ des militaires de leurs villages;
- 4- réunion préalable du haut commandement militaire avec les ministres de l'intérieur et de la défense, d'où sont venus les ordres;
- 5- refus d'Annibal Guevara, ministre de la défense, de répondre à l'ambassadeur quand celui-ci a essayé de lui parler par téléphone quelques heures avant le massacre;
- 6- mobilisation de six cents hommes pour encercler l'ambassade;
- 7- mise en place de tireurs d'élite à des endroits stratégiques en dehors de l'ambassade;
- 8- intervention des militaires spécialisés dans la manipulation des explosifs;
- 9- refus de répondre aux sollicitations du ministre des affaires étrangères d'Espagne, de l'ambassadeur et de deux anciennes personnalités gouvernementales demandant le respect de l'immunité diplomatique de l'ambassade et de ceux qui s'y trouvaient;
- 10- l'exécution du massacre.

Liste partielle des personnes tuées.

Luis Antonio Ramírez	Vicente Menchú	Juan López
Edgar Rodolfo Lebreo	Gaspar Pirir	Adolfo Molina Orantes
Salomon Zapeta	Mateo Sic	José Angel Gómez
Leopoldo Pineda	Regina Pal	Jaime Ruíz Del Arbol
Sabino Moran	Ana Ramírez	Francisco Pem
Sonia Wences	María Pinula	Mateo López
María Ramírez	Mateo Six	Francisco Chen
Tomás Lux	Hector Gómez	José Yos
Trinidad Gómez	Juan Sis	Eduardo Cáceres Lenhoff
Felipe García Rac	Juan Ux	

(2) Son corps criblé de balles devait être retrouvé le 3 février devant les bâtiments de l'université (NdT).

Ce massacre n'est pas un fait isolé; il n'est qu'un échelon supplémentaire d'une longue histoire de répression qui dure depuis vingt-six ans. Pour maintenir leur pouvoir, pour continuer une situation d'extrême exploitation, d'injustice et d'oppression à laquelle est soumis le peuple, l'oligarchie et l'armée mettent en oeuvre la répression la plus impitoyable. En quinze mois seulement de gouvernement, sous la responsabilité de Romeo Lucas García, plus de 4.000 guatémaltèques ont été assassinés, arrêtés ou ont disparu.

Des faits comme celui de l'ambassade ne peuvent rester impunis, surtout quand le gouvernement menace, le même jour que le massacre, de réprimer encore plus violemment les secteurs populaires.

Nous demandons qu'une solidarité concrète soit manifestée sous la forme suivante:

- 1) demande publique adressée au gouvernement guatémaltèque pour que réapparaisse vivant le paysan Gregorio Yojá Soma et pour que soient rendus aux familles les cadavres des paysans;
- 2) demande aux gouvernements étrangers et organismes financiers internationaux de suspension de l'aide économique et militaire au gouvernement;
- 3) boycottage du tourisme à destination du Guatemala, en soutien de la campagne menée par l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation.

Front démocratique contre la répression
1er février 1980

4- Lettre du Comité pour la justice et la paix adressée à l'ambassadeur d'Espagne (1er février 1980)

A Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur d'Espagne
au Guatemala, Monsieur Máximo Cajal,
Aux honorables membres du Corps diplomatique
accrédités au Guatemala,

Messieurs,

Le Comité pour la justice et la paix, avec tous les groupes, communautés, équipes pastorales et chrétiens qu'il rassemble, a suivi heure par heure le développement des événements de la semaine passée.

Nous savons par expérience combien sont répugnants les messages de condoléances quand ils s'accompagnent de faits qui les contredisent. Aussi voulons-nous vous exprimer respectueusement notre stupeur et notre peine devant la mort des personnes tuées par balles et brûlées à l'ambassade d'Espagne.

Nous exprimons tout particulièrement à Monsieur l'Ambassadeur de ce pays notre indignation, notre peine et notre répudiation la plus énergique devant l'attitude du gouvernement de notre pays dans les événements barbares qui se sont produits hier à l'ambassade d'Espagne.

Nous n'aurions jamais cru que les autorités guatémaltèques iraient, de façon incroyable et inexplicable, jusqu'à l'extrême de l'élimination

d'êtres humains placés sous la protection d'un drapeau étranger, et cela en pleine capitale du pays. Nous rejetons publiquement l'attaque sauvage et la destruction, par la police, de l'édifice abritant le corps diplomatique de l'ambassade. Nous n'accordons aucun crédit aux explications du gouvernement guatémaltèque; nous protestons contre le massacre dont nous attribuons la responsabilité au chef de la police et au ministre de l'intérieur. Nous déplorons que la demande adressée en personne par Monsieur l'Ambassadeur, par l'ancien vice-président du Guatemala et M. Molina Orantes, n'ait pas été reçue sous prétexte de respect d'ordres supérieurs. Nous unissons nos voix à celle de Monsieur l'Ambassadeur quand, indigné et surpris, il déclare: "L'action de la police a été brutale et inqualifiable..." Nous protestons contre le fait qu'au moment de ses déclarations, des commissaires ont saisi le matériel d'enregistrement du journaliste qui travaillait pour le compte de Emisoras-Unidas.

Nous remercions Dieu que, par un véritable miracle, vous ayez pu, Monsieur l'Ambassadeur, vous en sortir vivant, malgré la brutalité aveugle de l'attaque policière. Nous prions Dieu que vous puissiez retourner vivant dans votre pays (3).

Nous tenons à vous remercier, au nom de tous les paysans indiens impunément réprimés depuis 1975 (mais plus brutalement depuis 1976), pour votre hospitalité, votre compréhension et votre générosité. Il est pour nous douloureux de devoir reconnaître que la voix de nos frères les paysans indiens a fini par émouvoir le monde, mais à un coût en vies humaines des plus élevés. Votre témoignage fidèle sur les faits a fait le tour du monde et, avec lui, la souffrance de milliers de familles guatémaltèques déchirées par cette même brutalité qui s'est soldée par le massacre de trente-neuf fils de Dieu. Depuis février 1976, d'innombrables familles de Nebaj, Chajul, San Juan Cotzal et Uspantán ont connu cette brutalité dont vous êtes aujourd'hui victime. Aussi voulons-nous vous témoigner internationalement notre gratitude pour avoir accueilli leurs membres dans ce morceau d'Espagne qu'était l'ambassade et pour avoir ouvert le dialogue avec eux.

Nous dénonçons la censure exercée sur la presse par le gouvernement de Lucas García, encore que cela ne nous surprenne guère, habitués que nous sommes à la manipulation de tous les médias et même à l'intervention dans des institutions autrefois respectées dans leur autonomie. C'est là l'explication des innombrables contradictions, interruptions de transmission et contre-vérités dans lesquelles sont tombés telle et telle fois les fonctionnaires du régime actuel, face à la parole ferme et claire de Monsieur l'Ambassadeur.

Nous comprenons parfaitement la décision du gouvernement espagnol de rompre les relations diplomatiques avec un gouvernement militaire aussi brutal que celui qui, malheureusement, détient le pouvoir dans notre pays. Ce geste du gouvernement espagnol unira davantage encore nos deux peuples.

Nous savons que le Corps diplomatique s'est réuni pour demander le respect de l'inviolabilité des ambassades. A regret, nous devons vous

(3) L'ambassadeur d'Espagne a quitté l'hôpital où il était soigné, accompagné par des diplomates, pour se réfugier à l'Ambassade des Etats-Unis (NdT).

dire une fois encore que le gouvernement guatémaltèque ne sait pas ce qu'est le respect de la vie de quiconque. C'est pour cette raison que le Guatemala perd son sang jour après jour. Elles sont des milliers et des milliers les familles déchirées par la répression de l'armée, de la police et des commissaires, et elles peuvent témoigner d'une brutalité plus grande encore quand elles se hasardent à exiger la justice à l'encontre des bourreaux qui ont assassiné les leurs. C'est précisément pour cela que les paysans que vous avez reçus, Monsieur l'Ambassadeur, se sont adressés aux représentants d'un pays étranger: parce que les autorités de notre pays ne veulent pas faire cesser la répression. Nous savons que les ambassades seront surveillées comme des casernes et que cela ne fera qu'augmenter la répression. Aujourd'hui même, sans l'intervention d'une personne de l'ambassade du Japon, les forces de la répression auraient assassiné d'autres paysans qui passaient, sans prêter attention, devant l'ambassade de ce pays.

En tant que chrétiens, nous avons du respect pour la vie du plus pauvre de nos frères paysans. Nous avons finalement compris, par les souffrances de notre peuple, que la décomposition morale des autorités, des diverses polices et autres forces armées ferme toutes les voies humaines et démocratiques aux organisations populaires. Vous avez pu vérifier, par ce qui est arrivé aux membres d'une ambassade, ce qui arrive dans les ranchos de chaume des paysans indiens du Quiché. Avec les mitraillettes, on ne dialogue pas. Le respect de la vie humaine n'existera dans notre pays qu'avec des changements profonds et difficiles des structures politiques, sociales, juridiques et économiques.

Le sang des frères espagnols, versé hier par les balles et consumé par le feu, conjointement avec celui de nos frères indiens, est désormais, dans l'espoir, semence de revendication d'une paix ne reposant pas sur la force brute des armes, mais sur la justice et le droit pour tous.

Comité pour la justice et la paix
Commission internationale
le 1er février 1980

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie CCFD
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441